



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

**ARRETÉ N°397/DDPP/2012
portant mise en demeure**



La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 novembre 1995 modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 juin 2009 réglementant les activités de la société STEM sur le territoire de la commune de Saint Etienne, 17 avenue de Rochetaillée ;

VU le rapport d'essai N°6473569-001-1 « contrôle inopiné dans les effluents aqueux d'ICPE » du 8 novembre 2012 établi par l'APAVE et mettant en évidence des dépassements importants de certains paramètres présents dans les rejets de l'établissement ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées du 3 décembre 2012, établi à la suite d'une inspection du 29 novembre 2012 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la LOIRE,

ARRETE

Article 1 : La société STEM est mise en demeure de respecter les valeurs limites d'émissions des effluents aqueux mentionnées à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral n°2009/0289 du 23 juin 2009 sous un délai de 2 mois.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des mesures prévues par l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire, Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Monsieur Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et Monsieur le Maire de SAINT ETIENNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée d'un mois en mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 19 DEC. 2012

Four la Préfète
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN